

Unité Départementale de l'Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 30/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **Société Nicollin Languedoc Roussillon (ex ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON)**

4895 rue de la Jeune Parque  
34000 Montpellier

Références : UD34/H2/2022/239  
Code AIOT : 0006601108

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement Société Nicollin Languedoc Roussillon (ex ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON) implanté 595 avenue du Mas Saint Pierre Zone Industrielle du marché gare 34000 MONTPELLIER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Nicollin Languedoc Roussillon (ex ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON)
- 595 avenue du Mas Saint Pierre Zone Industrielle du marché gare 34000 MONTPELLIER
- Code AIOT : 0006601108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'établissement qui faisait partie du groupe Véolia appartient depuis le 29 septembre 2022 (date de l'arrêté de changement d'exploitant) au groupe Nicollin, exploite un centre de tri, de broyage de papier et de mise en balle de déchets de papiers, cartons et plastiques avant expédition vers des unités de valorisation ainsi qu'une déchèterie professionnelle.

#### **Le thème de visite retenu est le suivant :**

- Incident / Accident - Incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Rapport d'incident /d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
3	Consignes	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 7.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rétention	Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 4.3.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un départ d'incendie a détecté dans la nuit du 18 au 19 septembre 2022 dans le casier de déchet industriel banal (DIB).

L'exploitant doit compléter son rapport d'incident sur cet incendie et justifier que le BSD qu'il a transmis par courriel du 29 septembre 2022 correspond bien au traitement des eaux d'extinction provenant de l'incendie précité.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Rapport d'incident /d'accident**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre, incident / accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection s'est rendue sur le site de Nicollin Languedoc Roussillon (ex ONYX) à Montpellier suite au départ d'incendie qui a eu lieu dans la nuit du 18 au 19 septembre 2022.</p> <p>Selon l'exploitant lors de la visite :</p> <p>La détection incendie mise en oeuvre (caméra thermique) a détecté le lundi 19 septembre 2022 vers 2h00 du matin un départ d'incendie dans le casier de DIB contenant moins de 90 m<sup>3</sup> déchets. L'incendie s'est propagé dans le casier à proximité qui contenait 30 m<sup>3</sup> de déchets plastiques (le vent était Nord Est). Les pompiers ainsi que l'exploitant ont été aussitôt alertés. Les pompiers se sont arrivés sur le site vers 2h20.</p> <p>Le personnel a fermé manuellement la vanne du bassin de rétention pour confiner les eaux d'extinction.</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection qu'aucune eau d'extinction n'a été déversée dans l'environnement et que les eaux collectées seront évacuées les 21 et 22 septembre 2022.</p> <p>Par courriel du 29 septembre 2022, l'exploitant transmet à l'inspection un rapport d'incident daté du 20/09/22. Dans ce rapport il est indiqué que les services de secours sont intervenus à 2h27 pour une maîtrise du feu vers 2h49 et une fin d'intervention à 4h15.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter son rapport d'incident en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les hypothèses sur les origines et causes de l'incident,</li> <li>• les mesures mises en oeuvre pour gérer l'incident,</li> <li>• les conséquences de l'incident pour les personnes et pour l'environnement ( eaux, sols, odeurs air..), y compris une évaluation du volume de lixiviats susceptibles d'avoir été rejeté dans le milieu milieu environnant,</li> <li>• les mesures organisationnelles et techniques envisagées pour prévenir le renouvellement d'un incident similaire.</li> </ul> <p>Par courriel du 29 septembre 2022, l'exploitant transmet également à l'inspection un bordereau de suivi de déchets dangereux (BSD) daté du 22/09/2022 ("numéro BSD-20220922-8MZ53CYBB Nicollin Mas St Pierre - Bassin Retention / Eaux hydrocarburées") pour le traitement sur le site de SCORI à Frontignan, de 5 tonnes de déchets dangereux (code déchets 16 07 08*) sous forme liquide : la case 1.1 du BSD identifie la société MPT Assainissement et non la société Nicollin située au Mas St Pierre à Montpellier comme producteur ou détenteur du déchet.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier que les déchets indiqués dans le BSD correspondent bien au traitement des eaux d'extinction provenant de l'incendie,</li> </ul>

- remplir correctement le BSD en s'identifiant comme producteur ou détenteur du déchet et à défaut de justifier que la société MPT Assainissement est habilité à se substituer à eux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 2 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Rétention eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'incendie du centre de tri, les eaux d'extinction seront contenues sur le site via un dispositif de rétention adapté d'un volume total de 474 m3.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence d'effluent dans le bassin de rétention sur profondeur estimée avec l'exploitant, de l'ordre de 10 cm .  Il est demandé à l'exploitant de justifier que la rétention extérieure permet de stocker au moins 94 m <sup>3</sup> d'effluents conformément à l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 22 avril 2014.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Consignes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/04/2014, article 7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : [...] <ul style="list-style-type: none"> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'affichage au niveau de la rétention extérieure d'une procédure pour fermer la vanne guillotine du bassin de rétention et ainsi confiner les eaux d'extinction. La société Nicollin Languedoc Roussillon (ex ONYX) n'a pas pu justifier à l'inspection que le personnel avait connaissance de cette procédure même si, selon l'exploitant, cette vanne a été fermé par le personnel lors de l'incendie.
Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que les procédure de mise en sécurité de l'installation sont connues du personnel et comprises.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois